



République Française
Commune de **GRANGES**

Département
Saône et Loire

6 rue des arènes
71390 Granges

Téléphone : 03.85.47.96.78
E-mail : mairie@granges71.fr
www.granges71.fr

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

En application des articles L1111-2 et suivants du Code de la commande publique

M26-03 - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS COMMUNAUX

Marché accord cadre à bon de commandes

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L. 2120-1 2°, L. 2123-1 1°, R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique (CCP)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maîtrise d'Ouvrage : **Mairie de Granges**

Sommaire

1.	Acheteur et intervenants	4
1.1.	Acheteur et intervenants	4
1.2.	Sous-traitance	4
2.	Disposition générales du contrat	4
2.1.	Objet	4
2.2.	Décomposition du marché	4
2.3.	Type d'accord cadre	4
2.4.	Conditions d'attribution des bons de commande	5
2.5.	Réalisation de prestations similaires	5
3.	Pièces contractuelles	5
4.	Durée du marché – délais d'exécution	5
4.1.	Durée du marché	5
4.2.	Délai d'exécution	6
4.3.	Point de départ des délais	6
4.4.	Prolongation des délais d'exécution – force majeure	6
4.5.	Reconduction	6
5.	Prix	6
5.1.	Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2.	Modalités de variation des prix	6
6.	Modalités de règlement des comptes	7
6.1.	Avances	7
6.2.	Décomptes et acomptes mensuels	7
6.3.	Présentation des demandes de paiement	7
6.4.	Délai global de paiement	8
6.5.	Paieement des co-traitants	8
6.6.	Paieement des sous-traitants	8
7.	Pénalités pour retard	8
8.	Conditions d'exécution des prestations	9
8.1.	Adresse d'exécution	9
8.2.	Notification par le biais du profil d'acheteur	9
8.3.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	9
8.4.	Mise en œuvre des mesures de sécurité sur les chantiers	9
8.5.	Gestion des déchets	9
9.	constatation de l'exécution des prestations	10
9.1.	Vérification	10
9.2.	Décision après vérification	10

10.	garantie des prestations	10
11.	résiliation	10
12.	Résiliation	10
13.	Assurances.....	10
14.	Règlement des différends et des litiges.....	10
15.	Dérogations au CCAG FCS.....	10

1. ACHETEUR ET INTERVENANTS

1.1. Acheteur et intervenants

Maître d'ouvrage	Commune de Granges 6 rue des arènes 71390 Granges
Contact technique et administratif	Lucie LEMOINE Directrice des projets Mobile : 07 45 25 20 14 Téléphone : 03 85 47 96 78 directionprojets@granges71.fr

1.2. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter préalablement le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur par le maître d'ouvrage.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies dans le chapitre ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG MOE. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Les prestations suivantes devront obligatoirement être réalisées par le titulaire du marché ou l'un des membres du groupement et ne pourront en aucun cas faire l'objet de sous-traitance : Sans objet.

2. DISPOSITION GENERALES DU CONTRAT

2.1. Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clause Administratives Particulières (CCAP) concernent **les prestations d'entretien des espaces verts communaux.**

2.2. Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

2.3. Type d'accord cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

2.4. Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

La durée maximale d'exécution d'un bon de commande sera précisée sur le bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, sachant que leur exécution pourra se poursuivre sur une durée de 1 mois maximum au-delà de la période précitée et dans la limite du montant maximum annuel. Cette clause permettra notamment d'assurer la continuité de service le temps d'achèvement de la procédure de passation de l'accord-cadre suivant.

2.5. Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité, le cas échéant, de recourir aux marchés de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant, dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Administrative particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- le Cahier des Clauses Administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG - FCS) ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

4. DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

4.1. Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat.

4.2. Délai d'exécution

Le prestataire est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission dans les délais précisés par les bons de commande, étant entendu que son intervention s'achève après constat contradictoire de la bonne réalisation des prestations. Les missions peuvent donc s'achever au-delà de la durée de validité du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions du CCAG de fournitures courantes et de services.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.3. Point de départ des délais

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

4.4. Prolongation des délais d'exécution – force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard). Il ne donne droit à aucune indemnisation.

4.5. Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, en cas d'atteinte du montant maximum annuel avant la fin d'une des 2 premières périodes, la reconduction suivante pourra se faire par anticipation.

5. PRIX

5.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2. Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application à l'ensemble des prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + \{0,85 \times (I_m / I_0)\}$$

dans laquelle :

Cn : coefficient de révision.

Index (m) : valeur de l'index de référence au mois m.

Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " m " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index EV4 « index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 ».

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les prix établis par avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf disposition contraire indiquée dans l'avenant.

6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1. Avances

Il n'est pas prévu le versement d'une avance

6.2. Décomptes et acomptes mensuels

Les règlements des éléments de mission s'effectueront sous forme d'acomptes mensuels dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

6.3. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 217 102 250 000 16

6.4. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule pour le calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$(\text{Montant payé tardivement T.T.C.} \times \text{nombre de jours de dépassement} \times \text{taux}) / 365$

6.5. Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles du CCAG-MOE.

6.6. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

7. PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14 .1 du CCAG-FCS, les pénalités seront appliquées de plein droit après simple constatation du retard par le maître d'ouvrage sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

Par dérogation à l'article 14 .1 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

En cas de marché confié à un groupement d'opérateurs pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes séparés, le mandataire devra indiquer au maître d'ouvrage la répartition des pénalités entre les membres du groupement. En l'attente de ces indications, les pénalités qui peuvent être appliquées seront retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire du groupement.

8. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Adresse d'exécution

Ensemble du territoire de la commune de Granges – 71390 GRANGES

8.2. Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions du CCAG-FCS

8.3. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies dans le CCAG-FCS.

8.4. Mise en œuvre des mesures de sécurité sur les chantiers

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier, le titulaire doit mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

8.5. Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Vérification

Par dérogation à l'article 28.2, les vérifications seront effectuées dans un délai de 5 jour ouvré à compter de la date de fin de réalisation des prestations indiquée par le titulaire. Son intervention s'achève après constat contradictoire de la bonne réalisation des prestations.

9.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

10. GARANTIE DES PRESTATIONS

Aucune garantie n'est prévue

11. RESILIATION

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

12. RESILIATION

13. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du Code de la Commande Publique et à l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

15. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Articles par lesquels sont introduites des dérogations au CCAG FCS	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
3	4.1
7	14.1
9.1	28.2